



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction générale
du Trésor

ETUDES COMPARATIVES
INTERNATIONALES

Education

à

l'alimentation

Les services économiques de plusieurs pays (Chili, Corée du Sud, Royaume-Uni, Espagne, États-Unis, Italie et Japon) ont été sollicités pour réaliser un travail de parangonnage concernant l'éducation à l'alimentation. Les travaux s'intéressaient principalement à quatre aspects : (i) le phénomène de « malbouffe », (ii) les politiques publiques en place pour l'éducation à l'alimentation, (iii) la place de l'école et (iv) l'efficacité globale des dispositifs.

Une épidémie d'obésité qui touche les plus défavorisés

Les pays sous revue ne sont pas également frappés par l'épidémie de surpoids et d'obésité. Les États-Unis et le Chili sont les deux pays les plus gravement touchés au monde. Aux États-Unis, 73,6 % des adultes de plus de 20 ans étaient considérés en surpoids entre 2017 et 2018, dont plus de la moitié en situation d'obésité. S'agissant du diabète, 37 millions d'Américains seraient concernés par la maladie, soit 1 Américain sur 10, dont 90 % à 95 % d'entre eux par le diabète de type 2. De plus en plus d'adolescents développent également des diabètes de type 2 (+ 95 % entre 2001 et 2017), du fait d'antécédents familiaux et en lien avec la hausse du taux de prévalence de l'obésité au sein de la population. Le Chili est le deuxième pays de l'OCDE comptant le plus de personnes obèses en proportion, après les États-Unis. 40,6 % des Chiliens de plus de 15 ans étaient en surpoids ; 34,4 % des Chiliens de plus de 15 ans étaient en obésité en 2017. Le Royaume-Uni est également gravement touché par le phénomène de malbouffe. Selon certaines études, moins d'une personne sur trois au Royaume-Uni a un régime alimentaire sain. L'un des facteurs d'obésité régulièrement cité est la consommation de boissons sucrées. Selon *Euromonitor International*, en moyenne, la consommation de boissons gazeuses sucrées par habitant au Royaume-Uni en 2020 est de 78 litres, contre 61 litres aux Pays-Bas, 58 litres en Suisse et 34 litres en Italie. L'enquête sur la santé en Angleterre en 2021 estime que 26 % des adultes en Angleterre sont obèses et que 38 % sont en surpoids sans être obèses. Dans une moindre mesure, l'Espagne et l'Italie sont également touchés avec respectivement 16 % et 10,8 % de la population victime d'obésité. A contrario, le Japon et la Corée ont les taux d'obésité les plus bas au monde. En 2016, selon l'OCDE, 4,2 % de la population adulte nipponne âgée de 15 ans ou plus était considérée comme obèse. Ce taux s'élève à 5,5 % pour la Corée. Selon les estimations, le taux d'obésité des adultes coréens atteindra 6,4 % en 2030.

Ces différences de taux d'obésité peuvent se lire en miroir de la culture alimentaire des pays sous revue. Les États-Unis par exemple se caractérisent par une grande consommation alimentaire hors domicile et une importante consommation de produits transformés. Au Royaume-Uni, les produits à emporter sur le pouce sont beaucoup consommés. En effet, dans les supermarchés britanniques, pour la pause-déjeuner, les offres à prix réduit (« meal deal ») comprennent toujours la possibilité de prendre, avec une salade ou un sandwich, un paquet de chips (même si des bâtonnets de carottes ou autres options plus saines sont également proposés). D'autres pays de l'étude sont moins touchés par le phénomène de malbouffe. L'Italie se caractérise par son régime méditerranéen. L'Espagne, pays de tradition agricole et gastronomique attaché aux repas en commun, a résisté par certains aspects, à l'instar de la France, plus longtemps que ses voisins européens au phénomène de malbouffe. La culture alimentaire japonaise est fréquemment présentée sous forme d'une « toupie », qui

résume le régime mis en place lors de l'après-guerre autour d'un aliment de base (riz...), d'un plat principal (viande, poisson...) et d'un accompagnement (légumes, champignons...) pour garantir un apport quotidien en protéines, lipides, vitamines et minéraux et lutter contre les carences alimentaires. Le symbole de la toupie vise à rappeler aux gens l'importance de maintenir un équilibre optimal dans leur régime alimentaire et son mouvement dynamique de rotation fait allusion à l'importance de l'exercice.

Dans l'ensemble des pays étudiés, ce sont les catégories socio-économiques les plus défavorisées qui sont les plus touchées par l'obésité. Au Chili, le taux d'obésité est de 70,9 % chez les Chiliens ayant fait des études supérieures, contre 80,4 % pour ceux s'étant arrêtés à la fin du collège. Les populations rurales sont également plus touchées (79,1 %) que les urbains (74,5 %) par le surpoids et l'obésité. Dans les régions les plus défavorisées d'Angleterre, la prévalence de l'obésité ou de la surcharge pondérale est supérieure de 9 points de pourcentage à celle des régions les moins défavorisées. Les taux d'obésité sévère chez les enfants étaient environ quatre fois plus élevés dans les zones les plus défavorisées. L'âge est également une clef de lecture pertinente puisqu'au Royaume-Uni par exemple, les personnes âgées de 45 à 74 ans sont les plus susceptibles d'être en surpoids ou obèses. En Corée, les personnes âgées sont les plus touchées par le diabète. En effet, la prévalence du diabète (sans distinction entre type 1 et 2) chez les adultes âgés de 30 ans et plus est de 13,8 %. Chez les adultes âgés de 65 ans, cette proportion augmente à 27,6%.

Des politiques publiques d'éducation à l'alimentation de différentes envergures

Les acteurs publics impliqués sont en premier lieu les ministères qui peuvent travailler ensemble. Les politiques coréennes d'éducation à l'alimentation sont menées principalement par le ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et des Affaires Rurales (MAFRA), le ministère de l'Education (MOE) et le ministère de la Sécurité des Aliments et des Médicaments (MFDS). Le ministère de la santé intervient également. Au Royaume-Uni, l'éducation à l'alimentation fait l'objet d'une politique publique spécifique, majoritairement destinée aux enfants. Elle est pilotée par le ministère de l'éducation. En Italie, c'est le ministère de la Santé qui coordonne les initiatives publiques liées à la surveillance alimentaire.

Les politiques publiques d'éducation à l'alimentation n'ont pas la même ampleur, ni la même ancienneté, dans l'ensemble des pays étudiés. Au Japon, la loi fondamentale sur la promotion du *Shokuiku*, littéralement « éducation à l'alimentation », a été promulguée en juin 2005. L'objectif de la loi est de promouvoir le Shokuiku en adoptant des mesures globales et systématiques qui favorisent le maintien d'un corps et d'un esprit sains et la culture d'une humanité riche. Le Shokuiku doit être promu par le pays, les municipalités, les éducateurs, les exploitants agricoles, forestiers et piscicoles, les entreprises liées à l'alimentation et les autres parties concernées. Le ministère de l'Agriculture, des Forêts et de la Pêche (MAFF) est responsable de la création du plan et coordonne sa mise en œuvre avec plusieurs organismes. En comparaison à ce plan nippon d'envergure, les politiques publiques d'éducation à l'alimentation chiliennes sont relativement récentes (début des années 2010) et sont intégrées à des mesures plus globales portant sur l'hygiène de vie et l'activité physique. Aux Etats-Unis, le 28 septembre 2022 s'est tenue la conférence *Hunger, Nutrition and Health* à la Maison blanche. Première conférence gouvernementale sur les enjeux d'insécurité alimentaire et de nutrition du pays en plus de cinquante ans, elle a été l'occasion d'annoncer une stratégie nationale de lutte contre la faim et d'amélioration

des pratiques alimentaires et d'activité physique de la population d'ici 2030, tout en réduisant les disparités sociales.

La place de l'école dans l'éducation à l'alimentation

Dans l'ensemble des pays étudiés, l'école participe à l'éducation à l'alimentation. Ce sont les degrés d'implication qui sont différents. Dans les deux pays asiatiques de notre étude, le Japon et la Corée, l'école occupe une place importante dans l'éducation à l'alimentation notamment avec des enseignants en diététique et nutrition. Au Japon, ces enseignants sont la clef de voûte de la promotion du Shokuiku dans les écoles. L'enseignement est continu, de l'école élémentaire au lycée, afin d'éduquer les enfants sur une alimentation équilibrée pour un développement sain, en partenariat avec tous les membres du personnel enseignant de l'école. Le nombre d'enseignants en diététique et nutrition employés dans les écoles élémentaires publiques et les lycées publics s'élevait à 6 752 au Japon, le 1er mai 2021, tandis qu'en 2005, ils n'étaient que de 34. En Corée 10 932 enseignants étaient placés dans les 10 712 écoles dotées d'installations pour la restauration scolaire en 2022. La restauration dans les écoles est également un élément clef de promotion d'une hygiène alimentaire saine. Au Chili, l'école participe à l'éducation alimentaire par le biais de la restauration scolaire en proposant notamment des repas plus équilibrés dans les cantines, en sensibilisant les élèves contre l'obésité, ou lors de campagnes spécifiques. Aux Etats-Unis, les établissements participant au *National School Lunch Program* ou au *School Breakfast Program* (près de 95 % des écoles américaines) sont en outre tenus de mettre en place de tels programmes, mais sans que cette obligation soit strictement encadrée et quantifiée. Soumise à une obligation de principe plus que de contenu, l'éducation à l'alimentation en milieu scolaire repose donc avant tout sur la prise d'initiatives des établissements scolaires et des enseignants, ce qui explique une grande variabilité dans la qualité et le temps consacrés aux sujets nutritionnels en classe.

Une efficacité qui reste à prouver

L'efficacité de cette éducation scolaire reste néanmoins souvent décevante. Au Royaume-Uni, il n'y a pas d'équipe responsable de l'éducation à l'alimentation au sein du ministère de l'éducation, ni de suivi au niveau national. Par conséquent, de nombreuses écoles ne respectent tout simplement pas les exigences du programme scolaire : 89 % d'entre elles avaient prévu du temps dans le programme pour des cours sur la nourriture et l'alimentation saine, seules 26 % proposaient des activités culinaires, 21 % cultivaient des aliments et 24 % organisaient des assemblées scolaires sur la vie saine. Au Chili, aucune évaluation publique n'a été menée pour mesurer l'effectivité des programmes d'éducation à l'alimentation ou les initiatives des enseignants. Autre inconvénient : l'éducation à l'alimentation est souvent considérée comme accessoire, rattachée au cours d'éducation sportive comme c'est le cas en Espagne.

De manière plus large encore, l'efficacité des politiques publiques d'éducation à l'alimentation n'a pas encore fait ses preuves. A l'exception du Japon, il n'existe pas, dans les pays étudiés de données chiffrées permettant d'évaluer l'efficacité des différents dispositifs. Aux Etats-Unis, la dernière étude du Government Accountability Office (GAO), sur le sujet, publiée en juillet 2019, soulignait l'absence d'un **mécanisme**

formel de coordination et donc d'optimisation des efforts déployés, qui pouvait s'expliquer par l'absence d'une unique personne ou entité responsable de la direction de l'éducation alimentaire. Selon un [article](#) de deux chercheurs de l'université de Cambridge au Royaume-Uni, malgré un grand nombre de stratégies, la mise en œuvre n'est pas au rendez-vous. Les stratégies sont mal évaluées et font largement appel à l'action individuelle pour modifier les comportements plutôt que d'agir directement sur l'offre et sont donc moins susceptibles d'être efficaces ou équitables. Pour ces chercheurs, ceci expliquerait pourquoi, après 30 ans de propositions de politiques gouvernementales en matière d'obésité, la prévalence de l'obésité et les inégalités en matière de santé n'ont toujours pas été réduites.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Bureau PILOT

Contributeurs : SER de Washington, SER de Londres, SER de Madrid, SER de Tokyo, SER de Rome, SE de Séoul et SE de Santiago du Chili,

Date : Août 2023